

"Au seuil de l'Europe à dix" dans L'Europe en formation

Légende: Dans son édition des mois de juillet et août 1971, la revue fédéraliste L'Europe en formation jette un regard critique sur le fonctionnement du Marché commun et reproche aux Communautés européennes d'être trop abstraites aux yeux des citoyens.

Source: L'Europe en formation. dir. de publ. Marc, Alexandre ; RRéd. Chef Marc-Lipiansky, Arnaud. Juillet-Août 1971, n° 136-137. Nice: Presses d'Europe. "Au seuil de l'Europe à dix", p. 1-2.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: http://www.cvce.eu/obj/au_seuil_de_l_europe_a_dix_dans_l_europe_en_formation-fr-72201093-2a91-4ba5-94b8-d4aa410b40c2.html

Date de dernière mise à jour: 29/11/2013

Au seuil de l'Europe à dix

L'élargissement de la Communauté européenne née à l'appel de Robert Schuman en mai 1950 est désormais probable. Certains s'en félicitent sans observer suffisamment qu'une telle transformation a été rendue possible, dans les conditions où elle s'opère, au prix de l'abandon progressif des règles qui ont justement permis d'enregistrer au fil des ans les succès obtenus et de l'abandon consécutif de très anciennes préventions de la part des Britanniques.

Mais ne sommes-nous pas condamnés depuis plus de vingt ans, et du fait même de l'interminable bataille à retardement menée par les forces stato-nationales les plus contradictoires contre les échéances fédéralistes, à progresser à l'aveuglette et de crise en crise? Il n'a fallu que quelques années pour que les gouvernements constatent que la C.E.C.A. dépérirait si elle ne devenait pas rapidement l'embryon d'un marché commun généralisé, mais il a fallu quand même perdre ces quelques années d'autant plus précieuses qu'en 1950, la disponibilité européenne, notamment en Allemagne, était plus forte. Il a fallu dix ans de fonctionnement de la C.E.E. pour que les gouvernements s'aperçoivent que celle-ci n'avait pas rempli les objectifs du traité de Rome, en matière de politiques économiques communes; que le Marché commun n'était, somme toute, qu'une union douanière améliorée et que, pour préserver sa fragile cohésion institutionnelle, on devait s'engager enfin dans la voie difficile de l'union économique et monétaire.

Quand les gouvernements se sont décidés à franchir cette étape, sous la pression de crises monétaires internationales répétées, ils se sont néanmoins refusés à mettre en place les mécanismes de régulation indispensables. Une nouvelle bourrasque a paralysé au mois de mai dernier la tentative à ses débuts, tant et si bien qu'on ignore aujourd'hui quand et comment elle devra être menée à bien et dans quelles conditions elle pourra s'amorcer sérieusement, s'il faut, à chaque instant, obtenir le consentement unanime de six, et demain de dix ministres des finances. Il a fallu également une bonne dizaine d'années pour comprendre qu'une politique agricole commune ne pouvait se limiter à une intégration des marchés et des barèmes de prix, mais devait être aussi et avant tout une politique des structures aux profondes implications sociales et régionales. Encore ne nous a-t-on pas expliqué comment une telle politique pourrait se conjuguer avec des pratiques nationales obstinées, avec des centres et des modalités de financement éparés.

Il a fallu plus longtemps encore pour que la Grande-Bretagne et d'autres pays opèrent leur conversion et se résignent à abandonner les formules du libre-échange traditionnel au profit des méthodes communautaires. Encore doit-on relever qu'au moment où la porte de la Communauté va enfin s'ouvrir à de nouveaux venus, les entorses aux règles de l'union douanière tendent à se répéter. La C.E.E. multiplie les exceptions et transforme son tarif extérieur en manteau d'arlequin, sans pour autant que les mécanismes institutionnels de l'Europe en formation aient été sérieusement renforcés et sans que celle-ci dispose encore d'une politique commerciale commune à l'égard de l'Est.

Tout au contraire, on souhaite ouvertement à Londres et à Paris que chaque Etat puisse le plus longtemps possible garder la haute main sur ses processus décisionnels, tandis que les autres partenaires pratiquent une politique de l'autruche destinée à leur éviter de prendre leurs propres responsabilités.

*

Le rédacteur en chef d'une importante revue économique française, Jean Boissonnat, est, à notre connaissance, un des rares journalistes à avoir récemment observé en termes adéquats combien cette situation est inconfortable, et pour tous ceux qui ont voulu une Europe qui soit autre chose qu'un «temple de marchands», insatisfaisante. Voici son jugement: «L'union douanière, écrit-il, ne peut plus être considérée comme la caractéristique essentielle qui définit la Communauté européenne. En réalité, l'arrivée des Anglais efface un faux-semblant, car même sans eux, l'union douanière ne définissait pas une communauté. Et l'on retrouve brusquement les vraies questions: politique économique commune, union monétaire, projet social, politique à l'égard du tiers monde, défense commune, institutions spécifiques. La règle de l'unanimité par exemple, déjà difficile à mettre en oeuvre à six, deviendra impraticable à dix, si l'on veut prendre des décisions importantes. Ce qui veut dire qu'on risque fort de ne pas en prendre. En vérité, tous ces problèmes se posent déjà sans les Anglais. Ils deviendront seulement plus évidents avec eux. Il y a deux manières de se

débarrasser d'un faux-semblant: ou bien (...) reconnaître que l'aventure européenne n'aura été qu'un long détour pour rétablir le libre-échange dans le monde; ou bien affirmer que l'Europe a quelque chose à dire en cette fin de XXe siècle et que l'union douanière n'était que le premier pas vers une unité politique.»

On excusera cette longue citation, mais venant d'un commentateur qui n'appartient pas, à notre connaissance, aux cercles fédéralistes, elle illustre parfaitement nos craintes et nos thèses. Avec cette précision toutefois que le mythe de l'unité politique cesse d'être lui-même crédible et mobilisateur, dès lors qu'il ne correspond pas à un projet précis non seulement de supranationalisation des structures, mais encore de fédéralisation de la société européenne. L'unité politique par elle-même, surtout s'il s'agit d'une unité interétatique, n'intéresse que médiocrement les Européens. Telle qu'on la présente le plus souvent, elle apparaît d'ailleurs surtout comme la superstructure de l'Europe des marchands, des eurocrates et des ordinateurs. Une nécessité trop abstraite et lointaine pour l'homme de la rue.

La souveraineté politique de l'Europe dans le monde des Etats où nous vivons aurait, au contraire, un sens, si elle permettait d'affirmer des dimensions culturelles et sociales nouvelles. Or, précisément, nos gouvernements, bien qu'ils s'en défendent, persistent à ne pas vouloir de cette Europe-là; mieux encore, ils se refusent obstinément à associer directement les populations à sa formation. Il est symptomatique d'observer que la première fois où des Européens se prononcèrent directement pour ou contre la Communauté, c'est dans des pays de la périphérie européenne, au Danemark et en Norvège que l'événement se produira, grâce à un référendum populaire. Si imparfaits que soient les dispositifs du traité de Rome concernant l'élection au suffrage universel du Parlement européen, le principal soin des gouvernements, depuis 1958, a consisté à les ignorer. Les joutes politiques continuent donc à se dérouler dans l'univers clos des sociétés nationales. Les intérêts économiques essentiels peuvent bien s'être supranationalisés, ou tout au moins se mouvoir à une autre échelle que celle des Etats-nations, les mécanismes de contrôle démocratiques demeurent, eux, purement nationaux. Le vide qui se creuse de plus en plus ainsi entre le politique et l'économique est la raison profonde des crises continues que traverse la Communauté européenne. Le politique ne suit pas; ou plutôt, il reste prisonnier d'une situation pré-communautaire; il demeure l'apanage du comité des représentants permanents des Etats à Bruxelles, qu'un jour de fronde sans doute, un éminent européen a baptisé, non sans humour, «le comité des belles-mères». Si on ajoute à ces déviations, la situation créée par la stricte observance d'une règle d'unanimité, en violation des dispositions des traités, on peut justement estimer qu'avec l'élargissement, il deviendra de plus en plus impossible de gouverner la Communauté comme elle devrait l'être et d'en faire rapidement une réalité solide, alors que les éléments de dislocation interne se révèlent dans toute leur ampleur sous la contrainte d'impulsions contradictoires.

Peut-être était-il inévitable qu'il en soit ainsi, faute d'avoir imposé un véritable processus constituant après la guerre, alors que les Etats souverains chancelaient. C'est au milieu des contradictions, des ambiguïtés, des crises provoquées par leur cécité même que les Européens sont donc appelés paradoxalement à dominer leur temps et surmonter les défis constants d'une construction communautaire parcellaire et, depuis une génération bientôt, inachevée. Mais il faut bien autre chose pour rendre une idée-force attrayante: une doctrine de l'action qui ne peut se confondre avec les idéologies traditionnelles de la gauche et de la droite statonationales, héritées d'un siècle où justement les Etats-nations et les sociétés bourgeoises occidentales étaient au fait de leur puissance et de leurs niaiseries. Les temps ont bien changé, mais les hommes d'aujourd'hui, comme on le disait du général de Gaulle, continuent à voir trop souvent l'avenir comme les automobilistes perçoivent la route qu'ils dévorent dans un rétroviseur. Seule la brutalité des faits les oblige de temps à autres à sortir des routines. Rendre l'image de l'Europe attrayante, c'est peut-être d'abord accepter ce défi, en suggérant inlassablement les lignes de force multinationales d'une authentique démocratie fédéraliste, et c'est aussi, dans un certain style quotidien, dénoncer les contrefaçons et débusquer les impostures.